

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Crise à la CNSS et CNAMGS : le chef de l'État ordonne le paiement des prestations et salaires

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Les sérieuses perturbations ébranlant de plein fouet la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) ne laissent pas du tout indifférentes les plus hautes autorités, en tête desquelles figure le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. D'où l'audience que le président de la République a accordée, hier, à Edith Ekiri Mounombi Oyouomi et Dr Guy Patrick Obiang, respectivement ministres du Budget et des Comptes publics, et de la Santé et des Affaires sociales.

Occasion pour le numéro un gabonais et les membres du gouvernement de passer au peigne fin l'actuelle situation financière de la CNSS et la CNAMGS. Deux entités para-étatiques, précisons-le, prêtes à mettre la clef sous le paillason si rien n'est fait. Une situation connue du "locataire du bord de mer". Ce dernier a donc été édifié par le ministre des Affaires sociales et sa



Photo: DR
Le chef de l'État instruisant les membres du gouvernement de payer les prestations et les salaires des employés de la CNAMGS et CNSS.

collègue en charge du Budget sur les réformes structurelles à apporter en matière de protection sociale.

Ali Bongo Ondimba a donc ordonné au gouvernement de procéder dans les meilleurs délais au paiement de l'ensemble des prestations des deux entités citées ci-dessus ainsi que les salaires des employés. Non sans préciser qu'il y va de la préservation de la paix sociale. Une nouvelle qui sera très certainement bien accueillie par le personnel de la CNSS. Lequel personnel a menacé de fermer toutes

les agences à partir de lundi prochain.

Dans le même registre, le premier magistrat gabonais a également recommandé que les systèmes de gouvernance soient revus. Objectif : améliorer qualitativement et quantitativement la prise en charge des Gabonais. Comme on pouvait s'y attendre, il s'est de nouveau fait le chantre de l'orthodoxie financière et administrative. C'est pourquoi, il a invité les responsables des structures sanitaires publiques à prendre leurs responsabilités.

Sommet extraordinaire de l'UA: Ossouka Raponda salue le démarrage des activités de l'AHA

J.K.M
Libreville/Gabon

La cheffe du gouvernement, Rose-Christiane Ossouka Raponda, a représenté hier le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. C'était à l'ouverture du 15e Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) qui se tient au Centre de conférence internationale de Sipopo, à Malabo (Guinée-équatoriale). Des travaux axés autour de la crise humanitaire qui sévit actuellement dans plusieurs parties du continent. Au regard des effets induits par la crise sanitaire, les changements climatiques et les troubles sociopolitiques, de nombreux spécialistes estiment, en effet, qu'il est urgent d'agir pour sauver les vies d'environ 114 millions d'Africains confrontés à la misère. S'exprimant au nom du président de la République, Rose-Christiane Ossouka Raponda a salué l'engagement solennel de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement d'apporter une riposte "adéquate et appropriée" à la détresse humanitaire dans laquelle sont plongés des millions d'individus sur le continent. Non sans s'être félicitée du démarrage imminent

des activités de l'Agence humanitaire africaine (AHA), dont l'action contribuera à améliorer la réponse continentale en la matière. "Le Gabon participera de manière effective et significative à cette réponse à travers une contribution de deux cent mille (200 000) dollars. Soit environ 120 000 000 millions de nos francs", a-t-elle annoncé. Ce qui traduit, a-t-elle précisé, la détermination du numéro un gabonais à voir émerger une "Afrique pour tous, sans exclusion ni exclusivité".

Soulignant l'impact des changements climatiques sur la crise humanitaire, elle a relevé la nécessité d'un plaidoyer particulier sur l'urgence d'une plus grande mobilisation des actions de lutte contre les changements climatiques, dans la perspective de la COP 27 qui se déroulera, du 7 au 22 novembre prochain, à Charm-El-Cheikh, en Égypte.

"L'initiative d'adaptation pour l'Afrique lancée en juin 2015, dont le Gabon est l'un des principaux promoteurs, constitue l'une des réponses permettant de coordonner les efforts déployés en matière d'adaptation face aux changements climatiques sur le continent", a-t-elle indiqué.

Entre nous soit dit

Se garder de cracher en l'air Mag'Mouss !

Teddy OSSEY*

LA récente sortie du leader du Parti social démocrate (PSD) est assurément l'intervention de trop. Faute d'avoir une assise réelle et voulant absolument ratisser large, Mag'Mouss s'est littéralement planté. Le bouvier de Moutassou, dans une croisade chimérique de redresseur de torts, s'est égaré en route.

Comment comprendre que lorsque l'on nourrit l'ambition de présider aux destinées de la nation de par la fonction suprême, on se laisse guider par l'émotion et les humeurs ? En fait, à bien y regarder, rien ne devrait nous surprendre de la part du déflaté de la vice-présidence de la République. Nous avons encore tous en mémoire son oukase impératif qui imposait au chef de l'État de trouver un strapontin confortable à son héritier débarqué du gouvernement par le dernier remaniement ministériel. Seulement voilà, Pierre-Claver Maganga Moussavou avait

oublié que la politique n'est pas toujours une inclinaison filiale, car entre-temps les convictions de l'héritier se sont portées vers le Parti démocratique gabonais (PDG). Toute chose qui absout sa préséance paternelle.

Comment se renouveler en empruntant pour la sixième fois l'exigeant chemin des élections présidentielles, semé d'embûches et étant tout aussi escarpé ? Un lifting de la provincialisation ne suffira pas. Alors pourquoi ne pas se lancer dans les thématiques certes aléatoires du populisme ? Et sans cligner des yeux, aux orties la séparation des pouvoirs, Mag'Mouss souhaite l'intervention du président de la République pour interférer dans des faits de droit en élargissant le syndicaliste Jean-Rémy Yama et Pierre-Alain Mougoungui de la Fégafoot.

Cette entreprise osée aurait eu plus de panache et de respectabilité si le leader du PSD s'inscrivait dans une logique d'apaisement et de pacification et non dans un

plaidoyer pour ses amis. Cela lui aurait conféré de la hauteur et de l'envergure, toutes choses qui lui font défaut aujourd'hui. Contre toute attente, le multirecalé est tombé à bras raccourcis sur Pierre-Emerick Aubameyang pour désertion et anti patriotisme flagrant. On croirait rêver ! Voilà un gugusse qui chaque fois qu'il n'a pas obtenu ce qu'il souhaitait de la République se mettait volontairement en réserve de celle-ci. Et dès que place lui était faite à la table, il s'y précipitait au motif fallacieux d'être gendarme du peuple. Seulement, vois-tu, Aubameyang a dit sa reconnaissance aux Gabonais, au chef de l'État en laissant la place à la génération montante. Ce soupçon de chantage que tu y subodores n'a pas lieu d'être...

Et pour les actions sociales, avant les siennes, le peuple cherche toujours les tiennes tant de fois ministre et pour finir Monsieur le vice-président. Bassé !

*Chroniqueur